

DIRECTION
de la
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU D 2

Numéros dans les séries spéciales :
322 TM, 19 DD

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

ADMINISTRATION DES DOUANES

I. — FRAIS DE POURSUITES ET DE CONTENTIEUX
EXPOSÉS EN VUE DU RECOUVREMENT DE DROITS,
TAXES ET PÉNALITÉS DE TOUTE NATURE

II. — TRANSACTIONS, AMENDES ET CONFISCATIONS.

DOCUMENTS A ANNOTER

- 1° Instruction provisoire sur le rattachement de la comptabilité des Receveurs des Douanes à celle des Trésoriers-Payeurs Généraux du 18 février 1937 :
 - § Compte n° 12-08 « Service financier des poursuites et du contentieux »
 - § Compte 33-08 « Opérations de recouvrements pour le compte de particuliers »
- 2° Circulaire n° 3533 du 22 novembre 1938 :
 - § Compte 12-08 « Service financier... » (Compte 15-46 à partir de 1946).
 - § Compte 33-08 « Opérations de recouvrements... » actuellement compte 33-31 « Opérations d'encaissements divers P/C de particuliers ».
 - § Compte 37-01 « Recettes diverses à classer et à régulariser » rubrique 1 et 2 (opérations décrites en gestion 1948 au compte 37-37 « Recettes brutes sur amendes à répartir », puis, en 1949, au compte 15-49 « Compte d'emploi des amendes et condamnations pécuniaires »).
- 3° Lettre commune n° 562 L/C 2679-1890 du 17 janvier 1950 (B.S.T. n° 3 R).
- 4° Lettre commune n° 205 D 2 L/C 3049-2749 du 8 février 1954 (B.S.T. n° 10 R).

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

6

64

TPG

DOM

DS

DD

Messieurs les Directeurs des Douanes des Départements d'Outre-Mer

SOMMAIRE

Chapitre premier : Opérations de dépenses et de recettes afférentes aux frais de poursuites et de contentieux exposés en vue de recouvrement des droits, taxes et pénalités de toute nature.

- A. — DÉPENSES.
- B. — RECETTES.
- C. — CONTROLE DE L'APUREMENT DES FRAIS, RECOUVRABLES SUR LES PRÉVENUS, EXPOSÉS PAR LES RECEVEURS DES DOUANES.

Chapitre 2 : Transactions, amendes et confiscations.

- A. — GÉNÉRALITÉS.
- B. — IMPUTATION ET VENTILATION DES PRODUITS DES PÉNALITÉS - CONTROLE DE LEUR APUREMENT.
 - I. — Imputation et ventilation
 - a) Dispositions incombant aux Receveurs des Douanes
 - b) Dispositions incombant aux Directeurs Régionaux des Douanes, aux Receveurs Principaux des Douanes et aux Trésoriers-Payeurs-Généraux.
 - 1° Ventilation des produits bruts des pénalités comptabilisées au compte 33-021.
 - 2° Ventilation des produits bruts se rapportant aux taxes sur le chiffre d'affaires (Régime intérieur).
 - II. — Contrôle de l'apurement des produits des pénalités consignées au compte 33-021.
- C. — DÉPENSES.
 - I. — Attributions à divers ayants droit.
 - II. — Dépenses afférentes aux restitutions et aux remboursements des pénalités.
 - III. — Dispositions communes aux dépenses.

Chapitre 3 : Dispositions transitoires.

- A. — REGISTRES ET ÉTATS.
 - I. — Registres et états supprimés.
 - II. — Registres et états aménagés ou visés.
 - B. — RÉGULARISATION DES ÉCRITURES PROVISOIRES PASSÉES EN EXÉCUTION DES PRESCRIPTIONS DE LA LETTRE COMMUNE DU 8 FÉVRIER 1954.
-

- 1 — La présente instruction a pour objet d'indiquer aux Trésoriers-Payeurs Généraux et aux Directeurs Régionaux des Douanes les modalités comptables *générales* selon lesquelles doivent désormais être décrites, au budget général, les opérations de recettes et de dépenses effectuées par l'Administration des Douanes au titre :

- d'une part, des frais de poursuites et de contentieux exposés en vue du recouvrement des droits, taxes et pénalités de toute nature ;
- et d'autre part, des transactions, amendes et confiscations (1).

Elle fixe, en outre, dans un chapitre 3 « *Dispositions transitoires* », notamment les conditions de régularisation des imputations provisoires données aux dépenses dont il s'agit en exécution des prescriptions de la lettre commune de la Direction de la Comptabilité Publique n° 205 D 2 L/C 3049-2749 du 8 février 1954 (B.S.T. n° 10 R).

CHAPITRE PREMIER

Opérations de dépenses et de recettes afférentes aux frais de poursuites et de contentieux exposés en vue du recouvrement des droits, taxes et pénalités de toute nature.

A. — Dépenses.

- 2 — Les frais de poursuites et de contentieux exposés par l'Administration des Douanes en vue du recouvrement des droits, taxes et pénalités de toute nature sont :
- les frais de poursuites, les frais judiciaires et honoraires dus aux avoués et avocats à l'occasion, d'une part, des instances relatives à l'assiette et au recouvrement des impôts, taxes et produits, et, d'autre part, du recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires ;
 - les frais divers de saisies (frais de transport des marchandises, frais d'expertise et frais de saisie proprement dits) ;
 - Les frais de transport et les frais divers concernant des marchandises mises en dépôt ;
 - les frais exposés à l'occasion de la vérification des marchandises et des contestations soumises au *Comité supérieur du tarif des Douanes*.
- 3 — Les dépenses afférentes à ces frais sont imputées dans leur intégralité au chapitre budgétaire « *Frais de poursuites et de contentieux* (article 4 : *Douanes et Droits Indirects*) ouvert au budget des Charges Communes, qu'il s'agisse de frais à la charge du Trésor (honoraires des avoués et des avocats) ou des frais recouvrables sur les prévenus (tous les autres frais).
- 4 — Les dommages et intérêts mis à la charge de l'Administration à l'occasion d'instances engagées ou soutenues par elle sont imputées sur le chapitre 37-94 « *Réparations Civiles* » ouvert au budget des services financiers.
- 5 — Conformément aux dispositions du décret n° 50-266 du 4 mars 1950 et du décret n° 51-807 du 26 juin 1951, les dépenses susvisées imputables au chapitre « *Frais de poursuites et de contentieux* » sont payées sans ordonnancement préalable, sans délégation de crédits et sans visa des Contrôleurs financiers. Elles sont engagées par les Directeurs ou en cas d'urgence, par les Receveurs des Douanes et imputées par les Receveurs Principaux ou les Receveurs au budget de l'année au cours de laquelle elles sont effectuées.

(1) Demeurent en vigueur toutes dispositions particulières des instructions antérieures qui ne sont pas abrogées par la présente instruction soit expressément soit implicitement, en raison de leur incompatibilité avec les nouvelles dispositions.

- 6 — Les Receveurs des Douanes comprennent dans leur Caisse comme pièces de dépenses au titre du chapitre budgétaire susvisé les états de frais n° 661 (ex. C 76) et les documents justificatifs de frais (documents originaux ou copies conformes au cas où les originaux seraient nécessaires à la poursuite de l'infraction).
- 7 — La partie des états de frais n° 661 se rapportant aux dépenses recouvrables sur les prévenus est revêtue par les Receveurs d'une mention de référence au numéro d'ordre porté sur le Sommier général des Affaires contentieuses n° 401 (ex. E 69), (cf. « Contrôle de l'apurement des frais exposés par les Receveurs des Douanes », nos 15 et 16 ci-après).
- 8 — Lorsque les Receveurs, à l'exception de ceux de Paris (cf. ci-dessous n° 14), ont à exposer des frais pour le compte de collègues, (frais divers de vente, de transport, de gardiennage, etc.) il leur appartient de transférer aux Receveurs intéressés la dépense dans les conditions prévues par la circulaire de la Direction de la Comptabilité Publique n° 41 du 25 mai 1941, en produisant à l'appui du transfert un état de frais n° 661 et les pièces justificatives. L'état de frais n° 661 et les pièces justificatives sont compris dans la Caisse des Comptables destinataires comme pièces de dépense au titre du chapitre budgétaire « *Frais de poursuites et de contentieux* ».
- 9 — Les Trésoriers-Payeurs Généraux soumettent les états de frais susvisés au visa des Directeurs des Douanes et les adressent, après en avoir porté le montant en dépense au chapitre budgétaire susvisé, à la Direction de la Comptabilité Publique - Bureau E 2 - 2^e section, à l'appui de la lettre d'envoi des pièces justificatives de dépenses payables sans ordonnancement préalable (imprimé C 907).
- 10 — Les dépenses afférentes à des frais de poursuite et de contentieux directement engagés par les Directeurs (honoraires d'avocats et d'avoués notamment) dont le paiement est assuré par les Trésoriers-Payeurs Généraux ne seront pas transférées mais devront être simplement notifiées pour ordre au Comptable du bureau de constatation.

B. — Recettes.

- 11 — Le remboursement des frais de poursuite et de contentieux à la charge des prévenus est poursuivi en premier lieu et séparément. Le recouvrement des pénalités est poursuivi distinctement. (Cf. Chapitre 2 ci-après).
- 12 — Les sommes versées par les prévenus en remboursement des frais de poursuites et de contentieux sont prises directement en recette par les Receveurs des Douanes au compte budgétaire 06-014 : « *Produits divers* » à la ligne « *Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance* ». Cette subdivision est également créditée, dans un cas particulier, par des prélèvements sur les acomptes versés au titre des pénalités (cf. ci-dessous n° 18).
- 13 — Les recettes résultant du recouvrement sur les prévenus des frais de poursuites et de contentieux et des frais divers de vente effectués pour le compte de collègues par des Receveurs, autres que ceux de Paris (cf. ci-dessous n° 14) sont transférées dans les conditions prescrites par la circulaire précitée du 25 mai 1941, à charge pour le comptable destinataire de les imputer à la ligne « *Recouvrement des frais de justice, de poursuites et d'instance* ».
- Les Receveurs notifient aux Receveurs Principaux le montant des recouvrements effectués, sur l'état spécial visé au n° 23 ci-dessous.
- 14 — *Cas particulier des Comptables rattachés à la Recette Principale de Paris.*
En raison de l'organisation particulière des services comptables et de la pratique généralisée des ventes centralisées, les dispositions visées aux paragraphes 8 et 13 ci-dessus ne sont pas applicables aux Receveurs de la Direction de Paris rattachés à la Recette Principale de Paris-Régional.
- Dans cette principalité, les modalités ci-après, actuellement en vigueur, continueront à recevoir leur application :
- a) Les dépenses afférentes à des frais de poursuites et de contentieux ou à des frais divers de vente (frais de publicité, de transport, de gardiennage, etc.) effectués par le Receveur

Centralisateur pour le compte du Receveur du bureau de constatation (1), sont directement imputées au chapitre budgétaire « *Frais de poursuites et de contentieux* » et ne donnent pas lieu aux transferts visés au paragraphe 8 ci-dessus.

- b) Les recettes effectuées au titre de recouvrements sur frais par le Receveur Centralisateur et se rapportant à des affaires constatées dans un autre bureau sont affectées par priorité à l'apurement des frais (frais divers de vente notamment) engagés par le Receveur Centralisateur lui-même. Leur montant est, à due concurrence, imputé à la ligne « Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance », du compte 06-014 « *Produits divers* » et ne donne pas lieu aux transferts visés au paragraphe 13 ci-dessus.

Il en résulte que, par dérogation aux prescriptions générales de la présente instruction, seul le produit net des ventes est transféré au Receveur du bureau de constatation.

C. — Contrôle de l'apurement des frais, recouvrables sur les prévenus, exposés par les Receveurs des Douanes.

- 15 — Les frais exposés au titre du chapitre « *Frais de poursuites et de contentieux* » comprennent, d'une part, des frais qui doivent rester à la charge de l'État, et, d'autre part, des frais recouvrables sur les prévenus (frais de toute nature à l'exception des honoraires d'avocats ou d'avoués).

Il importe de s'assurer que les frais recouvrables sur les prévenus ont été régulièrement apurés, soit par leurs remboursements, soit par des décisions administratives d'admissions en non-valeurs ou en surséance indéfinie, soit encore par les versements des comptables dans le cas où les frais non apurés sont laissés à leur charge.

- 16 — Ce contrôle s'exerce dans les conditions suivantes qui rétablissent, en fait, dans cette partie de la comptabilité de l'Administration des Douanes, un système de « droits constatés » analogue, dans son principe, à celui existant en matière contentieuse avant 1934, année de création de l'ancien compte d'emploi des pénalités.

Les frais recouvrables sur les prévenus, exposés par les Receveurs des Douanes, sont considérés comme des droits constatés au titre de la ligne « *Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance* » du compte 06-014 « *Produits divers* ». Les dépenses afférentes à ces frais sont donc portées par les Receveurs, à titre de droits constatés, sur le « *Sommier général des affaires contentieuses n° 401* ».

- 17 — La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects prendra toutes dispositions utiles pour que les Directeurs soient en mesure d'établir et d'adresser annuellement aux Trésoriers-Payeurs Généraux un certificat conforme au modèle n° 1 annexé à la présente instruction.

Ce certificat sera préalablement soumis au visa des Receveurs Principaux pour ce qui les concerne.

Il devra faire ressortir pour l'ensemble des Receveurs de chaque principalité :

- 1° Le total des restes à recouvrer au 31 décembre de l'année précédente, repris, à titre de première constatation, au 1^{er} janvier de l'année.
- 2° Le total des constatations propres de l'année.
- 3° Le total général *brut* des constatations (total 1° plus 2°).
- 4° Le total des admissions en non-valeurs et surséances indéfinies.
- 5° Le total général *net* des constatations (total 3° moins total 4°).
- 6° Le total des recouvrements afférents au total général net des droits constatés visé à l'alinéa 5°.
- 7° Le total des restes à recouvrer à reporter à titre de première constatation, au 1^{er} janvier de l'année suivante (total 5° moins total 6°).

Le Trésorier-Payeur Général incorporera les éléments de cet état dans sa comptabilité et le produira à l'appui de son compte de gestion.

(1) Quelle que soit la Recette Principale de rattachement de ce comptable.

FRAIS NON APURÉS.

- 18 — Les frais non apurés et qui ne sont pas laissés à la charge des Receveurs donnent lieu à l'émission de décisions d'admissions en non-valeurs ou en surséance indéfinie, destinée à dégager la responsabilité de ces comptables.

Il n'est pas nécessaire toutefois de prendre une décision de décharge ou de reprise indéfinie lorsqu'un redevable a versé des acomptes au titre des pénalités (ces acomptes doivent être pris en recette au compte 33-021 : « *Fonds consignés au Trésor par divers particuliers ou à leur profit* » ainsi qu'il est prévu au n° 22 ci-après) et que des frais engagés postérieurement pour le recouvrement du solde, n'ont pu être apurés.

Dans ce cas, en effet, les sommes versées à titre d'acomptes sur les pénalités doivent servir par priorité, selon les errements anciens, à l'apurement des frais dont il s'agit ; il convient donc de les transporter du compte 33-021 au compte 06-014 « *Produits divers* » ligne « *Recouvrement de frais de justice...* » lors de la ventilation mensuelle d'après l'état n° 670 (anciennement C. 47) des recouvrements sur pénalités afférents à des affaires closes (Cf. n° 25 ci-après).

CHAPITRE 2

TRANSACTIONS, AMENDES ET CONFISCATIONS

A. — Généralités.

- 19 — Les recouvrements effectués par l'Administration des Douanes au titre des pénalités (transactions, amendes et confiscations) infligées par elle ou, à sa diligence, par les tribunaux, sont affectés dans leur intégralité, au budget général. Ils sont comptabilisés à divers comptes budgétaires soit directement, soit après transit par des comptes de trésorerie
- 20 — *Aucun prélèvement* (diminution des recettes du compte d'imputation sur le registre 90 (622 Douanes) du mois en cours, ou dépense effective au titre du compte d'imputation) ne peut être effectué sur ces produits.

Toutefois, le compte 33-021 « *Fonds consignés au Trésor...* » peut être débité, dans deux cas particuliers :

- 1° Du montant des sommes nécessaires à l'apurement des droits constatés au titre de la ligne budgétaire « *Recouvrements de frais de justice* » (Cf. n° 18 « *Frais non apurés* » ci-dessus).
- 2° Du montant des sommes à restituer aux redevables, lorsque les recettes correspondantes se trouvent encore comptabilisées à ce compte (Cf. le n° 41 ci-après).

Les attributions à divers ayants droit prévues par les arrêtés des 18 avril et 1^{er} juin 1957 (Affaires douanières) et par l'arrêté du 25 février 1958 (Contrôle des Changes et infractions mixtes), pris en exécution de l'article 391 du Code des Douanes, ainsi que les restitutions de pénalités ne figurant plus au compte 33-021 à l'époque de la restitution sont portées en dépense au budget général

B. — Imputation et ventilation des produits des pénalités.

Contrôle de leur apurement.

I. — IMPUTATION ET VENTILATION.

- 21 — Les modalités comptables prévues ci-après, qui nécessitent l'intervention des Receveurs des Douanes, des Directeurs Régionaux des Douanes, des Receveurs principaux et des Trésoriers-Payeurs Généraux, sont gouvernées par le fait :
- 1° Que si, en principe, les pénalités recouvrées donnent lieu à des attributions à divers ayants droit, les pénalités infligées en matière de taxes sur le chiffre d'affaires (régime intérieur) ne donnent pas lieu à de telles attributions.

2° Que les Receveurs Principaux des Douanes, auxquels incombe le soin d'établir le registre 90 mensuel, ont été dessaisis de leurs anciennes attributions d'agents répartiteurs des affaires contentieuses (Cf. décision n° 609 du 27 décembre 1947 de la Direction Générale des Douanes, insérée aux *Documents douaniers, Supplément administratif* n° 416 du 9 janvier 1948), ces fonctions étant assumées exclusivement par les Directeurs Régionaux des Douanes.

a) *Dispositions incombant aux Receveurs des Douanes.*

22 — Les Receveurs des Douanes imputent sur leurs documents de comptabilité et notamment sur le Bordereau mensuel de recouvrements n° 621 (anciennement n° C 6) :

1° Au compte 33-021 : « *Fonds consignés au Trésor par divers particuliers ou à leur profit* » à une rubrique « *Recettes sur transactions, amendes et confiscations à ventiler* », les sommes brutes provenant des pénalités (provisaires ou définitives) autres que celles visées à l'alinéa 2° ci-après, que ces sommes représentent ou non l'intégralité des pénalités dont les prévenus sont redevables (1).

2° Directement, au compte budgétaire 06-009 : « *Produits des taxes sur le chiffre d'affaires* », à une rubrique « *Pénalités à ventiler* », les sommes brutes provenant de pénalités perçues en matière de taxes sur le chiffre d'affaires, sur les transitaires et les commissionnaires en douane (en régime intérieur).

23 — Ils adressent, d'autre part, mensuellement, à l'appui du bordereau 621 au Receveur Principal des Douanes dont ils dépendent, *un état spécial en double exemplaire* donnant le détail des pénalités recouvrées au cours du mois écoulé et dont le montant total a été porté par eux sur le Bordereau mensuel de recouvrements. Sur cet état est également indiqué le montant des remboursements effectués par les prévenus au titre de frais de poursuites et du contentieux.

L'état indique distinctement :

- les recouvrements imputés au compte 33-021 et concernant des pénalités infligées pour infractions à la législation douanière ;
- les recouvrements imputés au compte 33-021 et concernant des pénalités infligées pour infractions à la réglementation de l'importation et de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or ;
- les recouvrements imputés au compte 06-009 : « *Produits des taxes sur le chiffre d'affaires* » rubrique « *Pénalités à ventiler* ».

Il porte une mention de référence aux quittances souscrites lors de la prise en recette des produits.

Le Receveur Principal des Douanes conserve un exemplaire de l'état et transmet le second exemplaire au Directeur en vue de l'établissement en fin d'année de l'état annexe n° 1.

La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects donnera toutes précisions complémentaires utiles sur cet état pour lequel un imprimé sera créé.

b) *Dispositions incombant aux Directeurs régionaux des Douanes, aux Receveurs principaux des Douanes et aux Trésoriers-Payeurs Généraux.*

24 — Les Trésoriers-Payeurs Généraux, au vu du registre 90 des Receveurs principaux, reprennent au compte 33-021 « *Fonds consignés...* » subdivision « 2° *Consignations des Régies financières-Douanes* » rubrique « *Recettes sur transactions amendes et confiscation à ventiler* » les produits des pénalités autres que celles infligées en matière de taxes sur le chiffre d'affaires. La ventilation des produits de l'espèce se rapportant à des affaires closes est assurée par les Directeurs régionaux des Douanes, les Receveurs principaux des Douanes et les Trésoriers-Payeurs Généraux.

En revanche, la ventilation des produits des pénalités infligées en matière de taxes sur le chiffre d'affaires est assurée directement par les Receveurs principaux des Douanes sur le registre 90 et les Trésoriers-Payeurs Généraux donnent une imputation définitive à ces produits.

(1) C'est également à ce compte que les Receveurs Principaux des Douanes imputeront les sommes brutes versées par les Administrations à la requête desquelles les agents des Douanes ont constaté des affaires contentieuses. Ces sommes sont soumises en tous points aux dispositions de la présente instruction.

25 — La ventilation de ces deux catégories de produits est opérée suivant les modalités ci-après :

I. — VENTILATION DES PRODUITS BRUTS DES PÉNALITÉS COMPTABILISÉS
AU COMPTE 33-021.

La ventilation des produits bruts imputés au compte 33-021 a pour seul objet d'assurer leur prise en recette définitive à des comptes budgétaires soit directement, soit après transit par des comptes de trésorerie.

Les Directeurs régionaux des Douanes, au vu des états visés au n° 23 ci-dessus qui leur sont transmis par les Receveurs des Douanes, adressent mensuellement aux Trésoriers-Payeurs Généraux, pour les affaires réparties au cours du mois écoulé, l'état de répartition n° 670.

Cet état est destiné à présenter :

- 1° Dans ses feuilles intercalaires, la récapitulation des éléments de liquidation des attributions à divers ayants-droit. Cette récapitulation sert notamment aux Trésoriers-Payeurs Généraux à vérifier la régularité des états 668 et 669 fixant les attributions à faire à chaque ayant droit au titre de chaque affaire (Cf. le n° 33 ci-après).
- 2° Dans sa dernière page, les totaux, par ligne budgétaire et compte de trésorerie intéressé, des quote-parts imputées aux feuilles intercalaires, étant rappelé que les produits imputés aux comptes de trésorerie doivent être comptabilisés ultérieurement à des lignes de recettes budgétaires.

26 — Les Trésoriers-Payeurs Généraux portent en dépense au compte 33-021 : « *Fonds consignés...* § 2° *Consignations des régies financières* » le montant global des produits du mois à répartir et constatent une recette d'égale montant au compte 37-033 : « *Recettes des Receveurs des Douanes à classer* ». La dépense au compte 33-021 est justifiée par l'état 670 qui vaut titre de paiement et sur lequel les Trésoriers-Payeurs Généraux apposent une mention de référence à la recette souscrite au compte 37-033.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux retracent cette opération sur un état mensuel des recettes effectuées par eux pour le compte de l'Administration des Douanes, qu'ils adressent le 25 de chaque mois aux Receveurs Principaux des Douanes. Ils indiquent sur cet état le montant global des sommes prises en recette au compte 37-033 « *Recettes des Receveurs...* » et y portent une mention de référence à l'état 670.

27 — Au vu de l'état mensuel des recettes des Trésoriers-Payeurs Généraux, les Receveurs principaux des Douanes donnent aux recettes leur imputation sur le Registre 90.

Sont imputés :

- 1° *Au compte 06-006 : « Produits des Douanes » ligne « Amendes et confiscations ».*
 - a) Le solde des sommes représentant la part de l'État et les attributions aux divers ayants-droit, y compris les reliquats résultant de la différence entre, d'une part, le produit net des amendes et confiscations défini par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 avril 1957 et, d'autre part, les affectations prévues au paragraphe premier de l'article 3 dudit arrêté.
 - b) Les droits et taxes d'entrée s'appliquent aux marchandises saisies lorsque ces dernières ont été remises aux contrevenants pour l'importation, moyennant le versement d'une somme globale forfaitaire ne faisant pas le départ entre les pénalités et l'imposition (1).
- 2° *Le cas échéant, au compte 06-014 « Produits divers », ligne : Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance » le montant des sommes prélevées sur les acomptes versés aux titre des pénalités en vue du remboursement des frais de poursuite et de contentieux non apurés par des versements directs des délinquants (cf. n° 18 de la présente instruction).*

(1) Cette hypothèse est exceptionnelle. En effet, chaque fois que les marchandises saisies sont restituées aux contrevenants, la transaction doit normalement prévoir le paiement d'une certaine somme à titre de pénalité et se borner à stipuler « la remise des marchandises contre paiement des droits et taxes exigibles », la liquidation desdits droits et taxes s'effectuant, dans ce cas, par acte distinct de la transaction.

3° Au compte 37-014 « Recettes diverses à transférer aux Trésoreries Générales ».

- a) Le produit des condamnations pécuniaires sanctionnant des infractions à la réglementation de l'importation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or dont le montant doit être transféré au Receveur-Percepteur des Amendes à Paris en exécution des dispositions de la circulaire n° 1234 du 14 octobre 1943.
- b) La part du Trésor (change) (2) à prélever sur le produit des condamnations pécuniaires sanctionnant des infractions mixtes (douane et change) dont le montant doit être transféré au Receveur-Percepteur des Amendes à Paris en exécution des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 février 1958 et de la circulaire n° 1070 du 10 juin 1958.

28 — Les Trésoriers-Payeurs Généraux incorporent dans leur comptabilité, les écritures du registre 90 et transfèrent au Receveur-Percepteur des Amendes à Paris les produits visés par les circulaires précitées à charge pour ce dernier comptable d'en porter le montant à la ligne « Amendes et Condamnations pécuniaires » du compte budgétaire 06-014 : « Produits divers ».

II. — VENTILATION DES PRODUITS BRUTS DES PÉNALITÉS SE RAPPORTANT AUX TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES (RÉGIME INTÉRIEUR).

29 — Les Receveurs principaux des Douanes ventilent mensuellement, sur le registre 90, les produits bruts des pénalités comptabilisés par les Receveurs au compte 06.009 « Produits des taxes sur le chiffre d'affaires » rubrique « Pénalités à ventiler » en portant :

- 1/10 de leur montant total, au compte 07-008 (Recettes à imputer : produits du budget subdivision « Produits visés par l'article 5, dernier alinéa de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 », en vue de leur transport ultérieur au compte 06-014 : « Produits divers », dans les conditions prévues par la circulaire n° 230-279 du 5 avril 1945 (B.S.T. n° 17 G).
- 9/10 de leur montant, à la subdivision « pénalités » du compte 06-009 « Produits des taxes sur le chiffre d'affaires ».

III. — CONTROLE DE L'APUREMENT DES PRODUITS DES PÉNALITÉS CONSIGNÉS AU COMPTE 33-021.

30 — Pratiquement, les produits de pénalités recouvrées par l'Administration des Douanes sont, dans leur quasi totalité, afférents à des transactions consenties par elle soit en dehors de toutes poursuites devant les tribunaux soit après jugements prononcés par les tribunaux.

D'autre part, une transaction n'est ratifiée par l'Administration des Douanes que pour autant que le prévenu a effectivement versé au Trésor, à titre de consignation, le montant de la transaction.

31 — Dans cette situation, le contrôle de l'apurement des pénalités se limite aux dispositions suivantes.

Les Directeurs régionaux des Douanes :

- 1° Suivent, par affaire le recouvrement des pénalités au vu des états mensuels qui leur sont fournis par les Receveurs (Cf. le n° 23 du présent chapitre).
- 2° Produisent, pour chaque principalité, au 31 décembre de chaque année, à l'intention des Trésoriers-Payeurs Généraux, qui l'annexent à leur compte de gestion, un *État de situation des opérations de ventilation des produits des pénalités comptabilisés au compte 33-021*, conforme au modèle n° 3 annexé à la présente instruction.

(2) En matière d'infraction mixte (douane et change) le produit disponible est, après prélèvement le cas échéant, des frais, divisé en deux parts représentant respectivement les 2/5 et les 3/5 de ce produit disponible. Sur la première part (2/5) est prélevée la part de l'aviseur ou des aviseurs, le solde étant à transférer au Trésor (change) au titre de l'infraction de change.

Dans l'hypothèse où il n'existe pas d'aviseur ou lorsque l'aviseur est exclu de la répartition, la totalité de la part des 2/5 est à transférer au Trésor (change).

32 — *L'état de situation* qui comporte, en sus du visa du Directeur le visa du Receveur principal des Douanes, indique :

— *Dans un cadre I :*

- 1° Le montant total des produits des pénalités comptabilisées au compte 33-021 (Recettes de l'année augmentées du solde disponible au 31 décembre de l'année précédente) ;
- 2° Le montant des sommes ventilées entre les divers comptes intéressés au vu des états de répartition n° 670 ;
- 3° Le montant total des sommes restituées ou remboursées par voie d'inscription de la dépense au compte 33-021 ;
- 4° Le solde général des pénalités non réparties à la date du 31 décembre.

— *Dans un cadre II*, la situation globale (nombre et montant) par année d'origine, de l'apurement des produits dont l'origine est comprise dans la dernière période de cinq ans.

— Enfin, *dans un cadre III*, la liste nominative des affaires restant à apurer et dont l'origine remonte à plus de cinq ans.

Le solde général porté au pied du cadre I doit correspondre au solde, au 31 décembre, de de la rubrique « *Recettes ou Transactions, amendes et confiscations à ventiler* », ouvert dans les écritures de la Trésorerie générale, au compte 33-021 « *Fonds consignés...* » subdivision 2° « *Consignation des Régies financières - Douanes* ». Les Receveurs des douanes n'ont pas du point de vue comptable, à suivre l'apurement des produits des pénalités pris par eux en recette au compte 33-021, ce qui constitue une dérogation aux prescriptions de la circulaire n° 35-33 du 22 novembre 1938 concernant le jeu du compte 33-021 (ex. 33.04) « *Fonds consignés au Trésor par divers particuliers...* ».

C. — Dépenses.

I. — ATTRIBUTIONS A DIVERS AYANTS-DROIT.

33 — En vertu des dispositions des arrêtés des 18 avril et 1^{er} juin 1957 et de l'arrêté du 28 février 1958, et compte-tenu de la suppression des anciens fonds communs des saisies prescrits par l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945, les pénalités recouvrées donnent lieu à des attributions :

- 1° Aux aviseurs ;
- 2° A l'Œuvre des Orphelins des Douanes et des Colonies ;
- 3° Aux Sociétés de Secours Mutuel intéressant le personnel des Douanes et désignées par le Ministre ;
- 4° A certains chefs ;
- 5° Aux saisissants, intervenants, dépositaires et poursuivants ;
- 6° Aux ayants droit bénéficiaires, dans les conditions fixées par les textes susvisés, de compensations prélevées sur la masse des reliquats prévus à l'article 13 de l'arrêté du 18 avril 1957.

34 — Toutes ces dépenses sont effectuées au titre du chapitre budgétaire 15-03 « *Frais de poursuite et de contentieux - article 4 - Douanes et Droits Indirects* ».

Conformément aux dispositions du décret n° 50.266 du 4 mars 1950, elles sont payées sans délégation de crédit, sans ordonnancement préalable et sans visa du Contrôleur financier et imputées sur le budget de l'année au cours de laquelle elles sont effectuées.

35 — Les titres de paiement correspondants sont soumis au visa préalable du Trésorier-Payeur Général.

36 — En ce qui concerne les dépenses visées aux alinéas 1 à 5 du paragraphe 33 ci-dessus, ces titres de paiement sont constitués par les états de répartition du produit des pénalités (n°s 668 et 669 CP). Ils sont appuyés soit de chèques sur le Trésor, soit d'ordres de virement ou de paiement émis par les Directeurs au nom de chaque ayant-droit. Toutefois le paiement à certains agents des brigades pourra faire l'objet de mandats globaux établis au nom des tiers habilités dans les conditions prévues par le décret n° 46-2210 du 11 octobre 1946.

37 — Ces divers documents sont adressés aux Trésoriers-Payeurs Généraux en même temps que les états 670. Les Comptables Supérieurs peuvent y apposer leur « Vu. Bon à payer » dès que les recettes du compte 33-021 se rapportant à des affaires réparties ont été transportées par eux au compte 37-033 « *Recettes des Receveurs des Douanes à classer* » sans attendre l'incorporation dans leurs écritures des résultats de la ventilation de ces recettes sur le Registre 90 par les Receveurs Principaux.

38 — Les dépenses relatives au paiement des compensations sur reliquats (article 13 du décret du 18 avril 1957) sont justifiées :

a) Par la décision *nominative* du Directeur Général des Douanes et Droits Indirects, après avis du Conseil d'Administration, lorsqu'il s'agit d'attributions exceptionnelles octroyées en cours d'année à des agents pour actes de courage ou faits de service particulièrement dignes d'attention ou à des aviseurs dont la rémunération ne paraît pas en rapport avec leurs mérites.

b) Par la décision du Directeur Général des Douanes et Droits Indirects fixant, par Direction, les sommes attribuées à chaque catégorie et sous-catégorie d'ayants-droit en ce qui concerne les compensations allouées annuellement à certains agents pour actes de dévouement échelonnés au cours de l'année.

Les moyens de paiement correspondants (chèques sur le Trésor, ordres de paiement ou de virement) sont émis par le Directeur Régional au nom de chaque bénéficiaire dans les conditions précisées au n° 36 ci-dessus.

39 — Lorsqu'il est nécessaire de verser aux aviseurs des avances sur le montant des attributions définitives, les Directeurs établissent au nom de l'agent du cadre supérieur spécialement habilité, un ordre de paiement sur le compte 08-010 « *Paiements à imputer - Dépenses ordinaires des services civils* », à charge par cet agent d'en percevoir lui-même le montant et de le verser directement aux aviseurs contre reçu (à conserver).

Conformément aux dispositions de la circulaire de la Direction de la Comptabilité Publique n° 3533 du 22 novembre 1938, les ordres de paiements de l'espèce ne seront pas soumis au visa des Trésoriers-Payeurs Généraux.

40 — Ces avances sont régularisées lors de la liquidation des sommes revenant aux aviseurs intéressés à la clôture de l'affaire les concernant.

Les Directeurs font ressortir distinctement sur l'état 670 et sur les états 668 et 669 le montant des avances versées aux aviseurs.

Ils joignent à ces documents et aux divers moyens de paiement un ordre de paiement spécial sur le chapitre « *Frais de poursuite et de contentieux* » qu'ils émettent au nom des Trésoriers-Payeurs Généraux à charge pour ces comptables supérieurs d'apurer le compte 08-010 « *Paiements à imputer...* » L'ordre de paiement porte toutes références utiles aux titres initiaux ayant servi au paiement des avances.

II. — DÉPENSES AFFÉRENTES AUX RESTITUTIONS ET AUX REMBOURSEMENTS DES PÉNALITÉS.

Deux cas sont à envisager :

41 — **PREMIER CAS** : les sommes à restituer ou à rembourser sont encore imputées au compte 33-021.

Dans ce cas, les dépenses sont effectuées au titre dudit compte, au vu de chèques sur le Trésor (ou d'ordres de virement ou d'ordres de paiement) émis par les Directeurs aux noms des ayants droit et appuyés des pièces justifiant la validité du paiement et notamment de la décision de restitution dûment motivée.

42 — **DEUXIEME CAS** : les sommes à restituer ou à rembourser ont déjà été ventilées entre les divers comptes intéressés.

Les dépenses sont, dans ce cas, effectuées au titre du chapitre budgétaire : « *Remboursements sur produits indirects et divers* », au vu de chèques sur le Trésor (ou d'ordres de virement ou d'ordres de paiement) émis par les Directeurs et appuyés des pièces justifiant la validité de la restitution et notamment de la décision de restitution dûment motivée.

Elles sont effectuées sans délégation de crédit, sans ordonnancement préalable et sans visa du Contrôleur financier.

- 43 — Les dépenses correspondant à des recettes transférées au Receveur-Percepteur des Amendes à Paris sont transférées par le jeu du compte 38-009 « *Paiements divers à transférer aux Trésoreries Générales* » à ce comptable qui les impute au chapitre budgétaire précité.

III. — DISPOSITIONS COMMUNES AUX DÉPENSES.

- 44 — Les Trésoriers-Payeurs Généraux adressent, à l'appui de la *lettre d'envoi des pièces justificatives des dépenses payables sans ordonnancement préalable* (imprimé C.I. n° 907), les pièces justificatives des dépenses visées ci-dessus, qui sont imputées aux chapitres budgétaires « *Frais de poursuites et de contentieux* » et « *Remboursements sur produits indirects et divers* ».

CHAPITRE 3

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

A. — Registres et états.

- 45 — Les dispositions suivantes sont prises en ce qui concerne les registres et états afférents aux opérations de recettes et de dépenses visées par la présente instruction, observation étant faite que ces dispositions sont gouvernées notamment :

- par le rattachement au budget général desdites opérations ;
- par l'évolution de la jurisprudence administrative en matière de transactions qui rend sans objet la prise en charge des pénalités à titre de « droits constatés » dans la comptabilité des Trésoriers-Payeurs généraux ;
- par la réforme qui a constitué à dessaisir les Receveurs principaux des douanes de leurs anciennes attributions en matière contentieuse (décision n° 609 du 27 décembre 1947 de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects).

I. — REGISTRES ET ÉTATS SUPPRIMÉS.

- 46 — Sont supprimés les registres et états suivants qui ont fait l'objet d'instructions fort anciennes de la Direction de la Comptabilité Publique et qui étaient servis par les Receveurs principaux des Douanes (1).

- 1° Le sommier de dépouillement des droits constatés série E n° 71 A ;
- 2° L'état annuel des droits acquis et constatés par suite de contraventions aux lois et règlements de douanes et des sommes restant à recevoir sur ces droits à la date du 31 décembre (n° 577 - Série C n° 95) ;
- 3° L'état de situation au 31 décembre des produits d'amendes et de confiscations dont il n'a pas été disposé et des frais y relatifs restant à recouvrer ou à prélever sur ces produits (n° 579 Série C n° 96).

II. — REGISTRES ET ÉTATS AMÉNAGÉS OU CRÉÉS.

1° États aménagés.

État de répartition n° 670 C.P. (Directeurs).

- 47 — Cet état a déjà été aménagé à la suite des lettres communes de la Direction de la Comptabilité Publique en date des 17 janvier 1950 et 8 février 1954 pour tenir compte du fait que les attributions à divers ayants-droit ne sont plus prélevées sur les produits des pénalités.

Il s'intitulera désormais :

« *État, valant titre de paiement sur le compte 33-021 : « Fonds consignés au Trésor par divers particuliers ou à leur profit » des recettes brutes sur transactions, amendes et confiscations des Douanes à ventiler.* »

(1) Cette suppression était déjà prévue par la note n° 609 du 27 décembre 1947 de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

Il est rappelé d'autre part que la ligne budgétaire « *Recouvrement de frais de justice...* » ne doit être créditée que du montant des frais de poursuites et de contentieux non apurés dans le cas particulier visé au n° 18 ci-dessus « *Frais non apurés* ».

Le modèle de cet état test reproduit à l'annexe n° 2 de la présente instruction.

2° *Registres et états créés.*

- 48 — a) *État de situation au 31 décembre des droits constatés au titre de la ligne budgétaire « Recouvrement des frais de justice, de poursuites et d'instances.*

Cet état est créé en exécution des dispositions du n° 17 de la présente Instruction et son modèle est reproduit à l'annexe n° 1.

Les imprimés nécessaires seront adressés aux Directeurs en temps opportun.

La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects adressera aux Directeurs les instructions nécessaires en vue de l'établissement de cet état qui suppose la *création d'un registre spécial*.

- b) *État mensuel détaillé des recouvrements par pénalités (Receveurs).*

- 49 — La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects donnera toutes précisions utiles sur les conditions d'établissement de cet état, visé par le n° 23 ci-dessus, pour lequel un imprimé sera créé.

- c) *État de situation des opérations de ventilation des produits des pénalités consignées au compte 33-021 (Directeurs).*

- 50 — Le modèle de cet état est reproduit en annexe n° 3 à la présente instruction. Les imprimés nécessaires seront adressés aux Directeurs le moment venu.

B. — Régularisation des écritures provisoires passées en exécution des prescriptions de la lettre commune du 8 février 1954.

- 51 — A la réception de la présente instruction, il y aura lieu de transporter en bloc au chapitre budgétaire 15-03 « *Frais de poursuite et de contentieux - Article 4 - Douanes et Droits Indirects* » dans les écritures de la gestion courante, la totalité des dépenses qui ont continué à être imputées depuis le 26 février 1954 en exécution de la lettre commune n° 2505 D 2/L.C 3049-2749 du 8 février 1954 au compte 38-021 « *Dépenses diverses à classer et à régulariser* » - Subdivision : *Frais de poursuites et de contentieux proprement dits* - (Dépenses à régulariser ultérieurement sur crédits budgétaires) et subdivisions « *Frais de poursuites et contentieux (Parts d'indicateurs de verbalisants et attributions à divers ayants-droit)* à régulariser ultérieurement sur crédits budgétaires ».

Cette opération devra s'effectuer selon les modalités identiques à celles prévues par le paragraphe II de la lettre-commune du 8 février 1954 précitée.

- 52 — Les dépenses afférentes à des frais de poursuites et de contentieux récupérables sur les parties condamnées et restant à recouvrer à la date de réception de la présente instruction seront prises en charge par les Receveurs dans les écritures de la gestion courante, comme droits constatés au titre de la ligne « *Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance* » du compte 06-014 « *Produits divers* ».

Les conditions matérielles de cette prise en charge seront précisées par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (Cf. n° 16 et 17 ci-dessus).

- 53 — Les reliquats de l'année 1958 qui, en exécution du chapitre VI de la décision n° 4037 C/3 du 18 septembre 1957 de la Direction Générale des Douanes et droits indirects, ont été maintenus en consignation au compte 33-021, devront à la réception de la présente instruction être transportés au compte 06-006 « *Produits des Douanes - Amendes et Confiscations* », dans les mêmes conditions que celles prévues pour les reliquats de l'année 1957, par la décision administrative n° 2635 C.3 du 31 juillet 1958.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
MARTIAL-SIMON.

MINISTÈRE DES FINANCES
et des
AFFAIRES ÉCONOMIQUES

ANNEXE N° 1
à l'Instruction n° 59-116-R 4
du 24 juin 1959.

Direction Générale
des Douanes et droits
Indirects
Direction
de
Principalité
d

ÉTAT

présentant la situation au 31 décembre des droits constatés au titre
de la ligne budgétaire « Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuites et d'instances »

Restes à recouvrer de l'année précédente 1	Constatations propres de l'année 2	Total général brut des constatations 3	Admissions en non valeurs et en surséances indéfinies 4	Total général net des constatations 5	Recou- virements 6	Restes à recouvrer à reporter à l'année suivante 7

A le

Le Receveur principal des Douanes
(signature)

A le

VU, Le Directeur régional des Douanes
(signature)

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES

ANNEXE N° 2
à l'Instruction n° 59-116-R 4
du 24 juin 1959.

Année

Mois de

DOUANES

Direction de

Principalité de.....

**ÉTAT valant titre de paiement sur le compte 33-021 « Fonds consignés au Trésor
par divers particuliers ou à leur profit, des recettes brutes sur transactions,
amendes et confiscations des Douanes à ventiler.**

	1	Bureaux	
	2	Date et numéros de l'infraction	
	3	Noms des prévenus	
	4	Date de la décision terminant l'affaire	
	5	Nombre de quittances et autres pièces annexées à chaque état de répartition	
	6	Frais recouvrés sur les prévenus	
	7	Vente des marchandises et moyens de transport	
	8	Sommes versées pour tenir lieu de confiscation	
	9	Amendes	
	10	A déduire en vertu de décision administrative « Restitution »	
	11	Produit brut à répartir	

PRODUITS A RÉPARTIR

A DÉDUIRE AVANT PARTAGE		
12	Recouvrement de frais de Justice, de frais de poursuite et (1) d'instance	
13	Droits et taxes d'entrée (2)	
14		
PART DE L'AVISEUR		
15	Avances	
16	Restes à payer	
17	Part du Trésor 40 %	
18	Part des œuvres d'assistance (Orphelins 10 %) (Mutuelles 10 %)	
19	Part réelle des agents non exclus	
20	Reliquats	

RÉCAPITULATION ET IMPUTATION DES SOMMES DÉGAGÉES SUR LE PRÉSENT ÉTAT

	Total par colonne	Total par lignes de recettes			Numéro de la ligne de recette ou du compte de trésorerie
		Mois	Antérieurs	Exercices	
1° Produit des douanes : Amendes et confiscations.					
Part du Trésor (40 %) colonne 17.....					
Part de l'Avisseur { Avances (colonne 15)					
Restes à payer (colonne 16)					
Parts des œuvres d'assistance (colonne 18) ...					
Parts réelles des agents non exclus (colonne 19)					
Droits et taxes d'entrée (1) (colonne 13)..					
Reliquats (colonne 20)					
2° Produits divers du budget :					
Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuite et d'instance (2) (colonne 12) ..					
3° Recettes à transférer aux Trésoreries générales :					
Part sanctionnant les délits de contrôle des charges					
Part du Trésor sur les infractions de change .					

Le Receveur Principal :

Vu et vérifié :

l'Inspecteur Principal :

A le

Le Directeur Régional :

(1) Dans les cas (exceptionnels) visés au paragraphe (27) 1° b de l'instruction n° 59-116 R 4 du 24 juin 1959.

(2) Dans les cas visés au paragraphe (18) de l'instruction susvisée, c'est-à-dire lorsque les acomptes déjà versés par les délinquants et pris en recette au c/ 33-021 s'avèrent insuffisants pour apurer le solde des frais engagés postérieurement. Ces acomptes sur pénalités, doivent, par priorité, être affectés à l'apurement des frais correspondants.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES

ANNEXE N° 3
à l'Instruction n° 59-116-R 4
du 24 juin 1959.

Direction Générale
des Douanes
et Droits Indirects

Direction de

Principalité de

**ÉTAT de situation au 31 décembre ... des opérations de ventilation
des produits des pénalités comptabilisées au compte 33.0.21
« Fonds consignés au Trésor par divers particuliers ou à leur profit ».**

CADRE I. — Situation générale du compte 33-02-1.

I	Solde disponible au 31 décembre de l'année précédente..... Recettes propres de l'année <p style="text-align: right; margin-right: 50px;">TOTAL des Recettes.....(R)</p>				
II	1	2	3	4	5
		Produits divers Recouvrement des frais de justice	Recettes transférées au Receveur Percépteur des Amendes à PARIS	Produits des Douanes Amendes et confiscations Droits et Taxes d'entrée (1)	TOTAL
		Sommes venti- lées d'après les états 670.....			(A)
III	Total des restitutions ou remboursements effectués par voie d'inscription de la dépense au compte 33.0.21 (B)				
	TOTAL des dépenses (A + B) (D)				
IV	Solde général des pénalités non réparties au 31 décembre (R — D) (S)				

(1) Dans le seul cas prévu au n° 27 1° b de l'Instruction n° 59-116 R 4 du 24 juin 1959.
(marchandises saisies remises aux contrevenants moyennant le versement d'une somme forfaitaire
ne faisant pas le départ entre l'impôt et les pénalités).

CADRE II. — Situation par année d'origine, de l'apurement des produits dont l'origine est comprise dans la dernière période de cinq ans.

	Solde au 31 décembre de l'année précédente	Recettes propres de l'année	Total des Recettes et du solde	Ventilations effectuées durant l'année	Soldes à reporter à l'année suivante	
Provenant des années	Nombre d'affaires	Montant	Nombre d'affaires	Montant	Nombre d'affaires	Montant
1	2	3	4	5	6	7
195.....						
195.....						
195.....						
195.....						
195.....						
TOTAUX...						M

CADRE III. — *Liste nominative des affaires restant à apurer et dont l'origine est antérieure à la dernière période de cinq ans.*

Numéro d'enregistrement au Sommier n° 401	Dates des enregistrements	Identité des consignataires	Montant des sommes consignées	Observations
Total :			(T)	
Report du solde du cadre II, Col. II.....(M)				
Solde disponible au 31 décembre de l'année (T plus M), égal au solde S du cadre I.....				

A **le**

Le Receveur des Douanes,
(Signature)

A **le**

Le Directeur Régional des Douanes,
(Signature)

